

Le PRÉSIDENT: Vous n'accorderiez pas de prêt sur une couple d'acres de roches où il y aurait un poulailler?

Le TÉMOIN: Non.

M. Charlton:

D. Vous n'y attachez aucune importance?—R. A quoi?

D. Si le cultivateur possède une magnifique porcherie d'une capacité de 1,000 porcs, disons.—R. Nous en tenons compte: si la porcherie est évaluée à \$25,000 et que le fonds, le soit à \$5,000, nous ne pouvons évaluer la ferme à \$30,000 quand un autre cultivateur pourrait arriver au même résultat avec une porcherie de \$4,000.

D. La porcherie de \$4,000 ne contiendrait pas 200 porcs.—R. Je crois que si.

D. Très bien.

M. Richardson:

D. On a déjà amorcée cette question, mais, à mon avis, c'est un point capital que l'évaluation. Puis-je demander à M. Chester s'il existe un programme ou un manuel d'instructions contenant certains principes uniformément et régulièrement reconnus à travers tout le pays et d'autres renseignements dont les évaluateurs pourraient se servir à bon escient?—R. Nous avons un manuel à l'intention de nos évaluateurs, c'est un volume de ce format: il indique les genres avec précision et spécifie en détail, les genres de terres et de sols: sols ondulés, accidentés, pierreux... il traite aussi des bâtiments, de la valeur moyenne des récoltes, de l'aide que retire les cultivateurs de l'Ouest de la PFAA (*Prairie Farmers Agricultural Association*), et des comptes rendus régionaux, tout y est étudié. Mais, à mon avis, il est beaucoup plus important pour un évaluateur de se servir de son jugement que de se fier trop à ses livres; car il pourrait s'attirer énormément d'ennuis.

M. Johnson (Kindersley):

D. Monsieur Chester, la Commission peut-elle défrayer ses dépenses d'exploitation et s'administrer à même la différence entre le taux d'intérêt versé sur le capital et le taux d'intérêt demandé aux emprunteurs?—R. Oui.

D. Donc, il existe une pression constante pour maintenir les frais d'administration au plus bas niveau possible et aussi pour vous faire consentir les prêts où il entre un certain élément de risque?—R. Je ne sais pas ce que vous voulez dire par "pression constante"; on n'exerce aucune pression sur moi.

D. Si vous ne disposez que d'un et demi pour cent pour vous administrer, et que vous tenez à le conserver, vous ne pouvez vous permettre beaucoup de risques?—R. On ne nous oblige pas, que je sache, à courir des risques inutiles quand la perte de l'argent serait presque assurée avant même que le prêt soit consenti. Je ne crois pas que ce soit l'ouvrage de qui que ce soit parmi ceux qui s'efforcent d'administrer la Commission.

D. Si je compare votre politique et celle de la *Farmers Home Administration* des États-Unis, je constate que ses fonds proviennent de contributions directes du gouvernement. Par conséquent, elle ne dépend pas constamment d'un budget limité à un et demi pour cent d'intérêt. Elle se fonde sur le principe suivant: permettre au cultivateur de rendre sa ferme rentable et elle mise surtout, apparemment, sur l'indépendance du cultivateur et sur ses chances de réussir. N'est-ce pas une conclusion?—R. Nous faites-vous un exposé ou si vous me posez une question? Je ne puis vous répondre, j'ignore le fonctionnement de la F.H.A.

D. Vous voulez dire la *Farmers Home Administration*?—R. Oui la *Farmers Home Administration*, je ne puis dire comment elle fonctionne.